" Le communisme, c'est comme l'amour, c'est tout ce qui est vivant, toute spontanéité, toute expérience sensible, en un mot toute l'expérience réelle dont on ne sait jamais à l'avance d'où elle vient et où ellle va."
*Marx, **La Sainte Famille**, 1845*

"De toutes les folies dont la nature humaine peut se rendre coupable, il n'y en a pas de plus grande que de croire que les autres feront pour nous ce que nous devrions faire par nous-mêmes."
*W.Benbow, **Grand National Holiday and Congress of the Productive Classes**, 1832*

"Si alors on veut donner à la propriété privée le coup de grâce, il ne faut pas l'attaquer seulement en tant que condition objective, mais en tant qu'activité, en tant que travail... Le travail est de par sa nature activité non libre, inhumaine, a-sociale conditionnée par la propriété privée et créatrice de la propriété privée... Une "organisation du travail" est en cela une contradiction. La meilleure organisation du travail que le travail peut avoir c'est l'organisation actuelle, la libre concurrence, la dissolution de toutes les précédentes organisations apparemment "sociales" du travail."
*Marx, **Notes sur Friedrich List**, 1845*

✦

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, PUNISSEZ-VOUS ?

Vers le milieu du XIXème siècle, alors que le prolétariat se présente à peine sur la scène de l'histoire et reste sociologiquement très minoritaire, Marx et d'autres affirment le communisme comme fin des classes, de l'Etat et **du travail.**

"Le travail **est** libre dans tous les pays civilisés; il ne s'agit pas de rendre le travail libre, mais de l'abolir." **(L'Idéologie allemande)** (1)

A mesure que le monde ouvrier prend une place centrale dans la société, cette perspective disparaît: le travail n'est plus pensé que comme un bien ou un mal incontournable. (2)

Autour de 1917, la critique du travail n'est pas reprise, et les organisations radicales mettent en avant des formes politiques: démocratie et gestion ouvrières. Ni le "marxisme" ni l' "anarchisme" ne traduisent en théorie les multiples pratiques de rejet du travail.

Dans la nouvelle période révolutionnaire des années 60-70, une mise en cause massive du travail renaît à travers les luttes des OS, en Italie notamment. Mais sa critique théorique se limite à des groupes ultra-minoritaires, à l'exception de l'opéraïsme italien, resté cependant prisonnier du léninisme: le travail (salarié ou ménager, payé ou non,...) devient le nouveau thème unificateur autour duquel on tente d'organiser les prolétaires, voire de créer un parti.

Trente ou quarante ans plus tard, tandis qu'on dénonce volontiers "le capitalisme", jamais abolition du travail et fin du salariat n'ont paru si lointaines. Maigre bilan de deux siècles de mouvement communiste... Nous voudrions réfléchir ici sur l'une des explications proposées à ce qu'il faut bien appeler une faillite historique.

Dès les années 1960, la résistance de plus en plus visible au travail, allant jusqu'à une rébellion ouverte, conduit à revisiter les épisodes du mouvement révolutionnaire à partir du rejet du travail, de la carence ou de la vigueur de ce refus. Certains y ont vu une dimension universelle, inintégrable par les bourgeois comme par les bureaucrates, une critique de l'aliénation et de l'ensemble du mode de vie, l'exigence qualitative dépassant les revendications réformistes, le levier enfin trouvé d'un processus révolutionnaire ("Ne travaillez jamais"). (**3**)
Mais le rôle du travail a été aussi réinterprété dans une perspective différente, en France notamment: si les crises sociales du passé n'étaient pas communistes, c'est que le développement alors atteint

par le capitalisme empêchait la question communiste de se poser. La classe ouvrière n'aurait cherché qu'à s'affirmer comme telle, c'est-à-dire comme classe ouvrière, et tenté seulement de socialiser le travail, non de l'abolir. Comme les partis et les syndicats, l'ensemble des travailleurs auraient fait leur la formule de Jaurès: "Il n'y a pas d'idéal plus noble que celui d'une société où le travail serait souverain." En un mot, quoi que les prolétaires (ou des minorités radicales) aient cru ou voulu, ils auraient revendiqué un capitalisme sans capitalistes, le développement du capital interdisant alors autre chose. La critique du travail ne serait née (et ne pouvait naître) qu'après Mai 68, lequel est analysé comme le dernier effort possible du travail pour s'ériger en pôle dominant au sein d'un couple travail-capital non remis en cause. (**4**)

Cette vision nous semble fausse sur le plan des faits, et plus encore sur celui de la "méthode", de l'attitude face au monde à transformer. Pour autant, le courant qui la porte s'inscrit dans le même effort que le nôtre pour poser la révolution comme communisation, destruction de l'Etat, abolition des classes... Aussi les pages qui suivent se veulent moins une réfutation de certaines thèses qu'une réflexion, à partir d'elles, autour du thème du travail.

AVANT 1914

La lutte des prolétaires contre le travail et l'organisation sociale qui l'imposait n'a pas attendu que le capital vienne tout dominer. Certes, de multiples éléments, comme le contenu des chansons de métier, attestent la mise en avant d'une dignité professionnelle justifiant le droit à exiger un dû. Mais si les travailleurs se révoltaient **au nom** de leur travail, se battaient-ils **pour** un monde où ils auraient pris la place des maîtres ? Répondre à cette question suppose de distinguer pratique ouvrière et idéologie. On nous présente les mouvements sociaux d'antan comme animés d'une logique profonde: l'utopie d'un monde où le travail serait roi. Telle était certainement une de leurs dimensions, mais non la seule, ni la principale qui donnerait sa cohérence aux autres. Sinon, comment expliquer la fréquence de la revendication de **moins** travailler ? En 1539, Lyon, grand centre de l'imprimerie avec Paris, connaît une grève de quatre mois, pour des horaires revus à la baisse et le respect des jours fériés. Au XVIIIème siècle, les compagnons papetiers exigent de se reposer lors des fêtes religieuses, mais s'accordent aussi en toute illégalité des jours de congé supplémentaires. Un fabricant déclare en 1740: "Un abus qui s'est glissé dans ces papeteries et qu'il serait très à propos de corriger, c'est qu'outre les fêtes que l'Eglise commande, les compagnons papetiers en ont introduit dans le cours de l'année qui ne sont connues que d'eux seuls." A cette époque, les pays catholiques permettaient 120 jours de repos par an. Marx cite le cas d'ouvriers anglais, au XVIIIème siècle, qui scandalisaient leurs patrons en préférant travailler moins (4 jours au lieu de 6) et gagner moins.

"Vivre en travaillant ou mourir en combattant". La devise des canuts exprime évidemment une exigence de travail, mais moins du travail comme réalité en soi positive que comme moyen de résistance à la dégradation des conditions de paie et de vie. La lutte des canuts, de 1830 à 1834, n'a pas pour objet principal d'empêcher l'introduction de machines qui auraient fait disparaître les qualifications et naître un chômage massif. L'emploi de la machine à tisser est général dès 1830. Chefs d'atelier et compagnons s'opposent au pouvoir des négociants qui répartissent le travail à leur gré et fixent la rémunération à des taux très bas. Spécifiquement, les compagnons revendiquent un tarif minimum permettant d'échapper à une misère rampante. Quand ils vantent la qualité de la soie qu'ils fabriquent, ce n'est pas la belle ouvrage qu'ils mettent en avant, mais leur existence.

En 1848, s'il est exact que la fermeture des Ateliers Nationaux par le gouvernement a été une des causes de l'insurrection parisienne, n'oublions pas que ces chantiers, loin d'être un modèle social en devenir, avaient pour seule fonction d'occuper les chômeurs afin de garantir un revenu aux prolétaires et la paix sociale aux bourgeois. Le travail proposé était socialement inutile, et dépourvu d'intérêt pour les bénéficiaires. (D'autres villes, Lyon par exemple, ouvraient des chantiers de ce type en période de fort chômage.) Les faubourgs se sont insurgés pour survivre, non pour défendre un travail garanti, étatisé ou socialisé où les ouvriers auraient vu un embryon de socialisme.

Les grèves et émeutes contre le machinisme, nombreuses à l'époque, affirmaient sans doute une qualification artisanale vécue comme riche en qualités humaines, mais s'efforçaient au moins

autant d'enrayer une aggravation de l'exploitation. Quand les ouvriers du textile à Bernay, près de Rouen, parviennent à empêcher la venue de machines plus performantes que celles déjà installées, ils ne défendent pas un métier, ils s'épargnent provisoirement la dégradation de leurs conditions de travail et de salaire. Dans la même région, à Pavilly et à Barentin, 500 ouvrières du textile réclament la diminution de l'horaire journalier à 10 heures, et les maçons et plâtriers la fin des heures supplémentaires, source de chômage et d'accidents.

Quant à la Commune de 1871, si elle prend en charge certaines entreprises, imposant parfois un taux salarial aux patrons ou les forçant à faire fonctionner leur atelier, il s'agit avant tout de ne pas laisser sans ressources les salariés concernés. Elle "municipalise" aussi des entreprises dont les propriétaires avaient fui. La reprise en main de la production par les ouvriers ne représentait pas une priorité. La grande majorité des communards avaient autre chose à faire que de travailler, ou même de préparer la place du travail dans une société future. D'autres urgences les accaparaient, et très vite celle, devenue essentielle, de la survie de la Commune.

Ce survol du XIXème siècle révèle une juxtaposition de luttes. Les unes, que l'on pourrait qualifier de "modernes", tournent autour de l'augmentation des salaires, voire d'un rejet du travail (en clair, les salariés veulent travailler le moins possible). D'autres développent le projet d'une classe ouvrière prenant en main l'industrialisation par des coopératives de production et de distribution, et supprimant le capital en devenant elle-même capital total. Mot-clé d'avant 1848, **l'association** résume l'ambiguïté d'une époque: la formule exprime à la fois un lien marchand et l'union fraternelle. Beaucoup espéraient, par des coopératives plus concurrentielles que les entreprises privées, éliminer peu à peu les propriétaires capitalistes de leur fonction sociale, les forcer même à rallier l'association, les ouvriers unis battant ainsi le bourgeois à son propre jeu.

1848 sonne le glas de cette utopie d'un capital salarial, d'une classe ouvrière qui deviendrait classe dominante puis classe unique par absorption du capital dans le travail. Les ouvriers vont maintenant se préoccuper essentiellement de "leur" partie du rapport salarial, et tenter, par le syndicat, non plus de rivaliser avec le monopole du capital détenu par les bourgeois, mais de se constituer face à lui en monopole de la force de travail. Le programme d'un capitalisme populaire s'efface. Parallèlement, la classe dominante met un point final aux rêves généreux d'un capitalisme "différent" amorcé par quelques entrepreneurs (échec définitif d'Owen en 1833). Aux deux pôles du rapport salarial, travail et capital resteront désormais chacun à sa place.

Ainsi s'explique le paradoxe d'un mouvement social si soucieux de détacher le travail du capital, mais qui aura suscité peu de coopératives **de production.** Les seules notables naissent de la volonté de bourgeois éclairés (comme Godin et son Familistère à Guise, dans l'Aisne) ou, si leur origine est ouvrière, ressemblent vite à une entreprise habituelle.

La Verrerie Ouvrière d'Albi, fondée en 1896 par les salariés, est emblématique. Les ouvriers verriers, très qualifiés, encore organisés à la manière des corporations d'Ancien Régime, ont gardé le contrôle de la formation. Il faut quinze ans d'un apprentissage rigoureux avant d'être nommé souffleur de verre. Cette aristocratie ouvrière vit repliée sur elle-même et perçoit un salaire double de celui d'un mineur. En 1891, une grève de plusieurs mois, surgie d'un refus de la modernisation des techniques de fabrication, a pour seul résultat tangible la constitution d'un syndicat. Le 1er août, la grève repart pour empêcher le patron de détruire le syndicat. Le 5, la direction lock-oute, et refuse de réembaucher les meneurs. C'est pour contourner cette intransigeance que l'idée d'une verrerie coopérative se fait jour, avant d'aboutir l'année suivante grâce à une souscription nationale à laquelle participeront des bourgeois: les ouvriers contribuent au capital en y apportant 50% de leur salaire (et 5% encore en 1912). La création d'une coopérative viable supposait donc la combinaison d'une qualification et de revenus élevés, d'un soutien populaire et d'un financement extérieur. Bientôt, les pratiques auto-gestionnaires vont s'y vider de leur contenu. Cette entreprise aura la particularité de conflits sociaux directement dirigés contre la CGT, à la fois syndicat unique et véritable patron car actionnaire majoritaire: grève de plusieurs semaines en 1912, de quatre mois en 1921, débrayages pendant sept mois en 1924 pour des questions de salaire et d'horaire, etc.

La coopérative a perdu depuis le milieu du XIXème siècle toute dynamique et toute ambition de changement social. Quand 150 ans plus tard les mineurs gallois de Towers Colliery rachètent et

gèrent collectivement leur mine que les propriétaires voulaient fermer, les éloges que reçoit leur succès humain et commercial ne saluent pas l'invention d'un modèle social, plutôt un dernier recours avant le chômage, et certainement pas une solution généralisable.

1917 : EN RUSSIE

Que l'on privilégie le délabrement économique, les difficultés techniques, l'hostilité bolchevik, ou le désintérêt des salariés, c'est un fait qu'il y a eu peu de remise en marche de la production par le personnel des usines russes, à l'époque du "contrôle ouvrier", entre février et octobre 17. Ensuite, quoique stimulés par un pouvoir qui tient sa force d'eux, les représente au moins au début et en tout cas se réclame d'eux, les prolétaires ne manifestent pas un enthousiasme particulier à produire. Souvent ils ne respectent guère l'outil de travail: V.Serge raconte comment, à Petrograd, des salariés démontent les machines, utilisant les courroies de transmission en cuir pour faire des chaussons ou des semelles revendus sur le marché.

Le parti de Lénine ne s'est pas imposé par de tortueuses manœuvres bureaucratiques. Les prolétaires remplissent ses rangs et lui accordent un soutien que personne ne pouvait leur extorquer. Mais bientôt, faute de changement social effectif, les bolcheviks, devenus le nouvel Etat, se maintiennent à sa tête comme tout pouvoir, en mêlant promotion pour les uns, promesse pour les autres, et répression pour beaucoup. La masse ouvrière, qui n'avait initialement pas voulu ou pu faire tourner les usines à son profit, se retrouve confrontée à de nouveaux patrons qui lui expliquent qu'elle travaille désormais dans son propre intérêt et pour la révolution mondiale. Les prolétaires ont répondu comme toujours en pareil cas, par la résistance passive ou active, individuelle et collective. Le cas échéant, une grève se soldait par un paquet de fusillés, bien avant 1921 et Cronstadt (les archives aujourd'hui disponibles de la Tchéka sont éloquentes à ce sujet).

L'involution que nous résumons en quelques lignes ne s'est pas accomplie en un mois ou une année. Processus contradictoire, elle a fait coexister (parfois dans la même personne) dynamique révolutionnaire et cristallisation d'un pouvoir cherchant à se maintenir coûte que coûte. La tragédie historique, c'est qu'une partie de la classe ouvrière organisée en parti et en pouvoir d'Etat en soit venue à forcer l'autre partie à travailler pour une révolution... qui de ce seul fait n'existait plus. Du point de vue qui nous occupe, cette contradiction (tout de suite comprise par les anarchistes, vite par la gauche germano-hollandaise, beaucoup plus tard - sinon jamais - par la gauche italienne) ne laissait aucune place à un capitalisme ouvrier.

L'opposition récurrente à la majorité bolchevik (Communistes de Gauche, mouvement makhnoviste, qui incluait des communautés ouvrières, Opposition Ouvrière et Groupe Ouvrier) exprime cette impossibilité. Que ce débat atteigne son apogée en 1920 n'est pas un hasard. Cette date marque le reflux révolutionnaire mondial. Tout est alors déjà fait et dit, et la rupture consommée entre la masse des prolétaires russes et le parti, mais une rupture négative, les prolétaires s'avérant incapables d'opposer une alternative à la politique bolchevik. D'ailleurs, si le Groupe Ouvrier (Miasnikov), émanation très minoritaire mais réelle de la base, exigeait la gestion par les travailleurs, l'Opposition Ouvrière (Kollontaï) se faisait la voix des syndicats.

Face à cette revendication d'une bureaucratie contre une autre, la majorité du parti avait la cohérence de son côté, et le mérite d'avoir annoncé clairement la couleur. Dès 1917, lors de la discussion autour du décret sur le contrôle ouvrier, Lozovsky tranchait: "Les travailleurs ne doivent pas s'imaginer que les usines leur appartiennent." Ce décret ne faisait qu'entériner un rapport de force: l'effervescence et la combativité dans les usines ne permettaient pas encore de mettre un terme à la direction collégiale par les syndicats et les comités ouvriers, ni d'imposer la direction "d'un seul" aidé des "spécialistes bourgeois". Mais la ligne générale avait été fort bien résumée par Trotsky dans **Terrorisme et communisme:** "animal\paresseux", l'homme doit être contraint au travail. Pour les bolcheviks, le contrôle ouvrier n'aura eu d'autre fonction que de restreindre le pouvoir des bourgeois, de faire participer les prolétaires à la production par l'autodiscipline, accessoirement d'apprendre la gestion à une minorité de futurs cadres. Zinoviev dissipe tout malentendu au IXème congrès du parti

(1920): "Les conseils d'usine sont seulement des points d'appui pour la direction et doivent la guider dans la redistribution du travail."

Aussi le programme des oppositionnels (même des plus radicaux comme Miasnikov), qui pourrait apparaître comme une tentative d'affirmation et de socialisation du travail, est alors d'autant moins réalisable qu'un rapport de force mondial s'inverse en défaveur des salariés. Il a bien existé des expropriations, des réorganisations de la production par les prolétaires, mais dans l'urgence et provisoirement, pour répondre ponctuellement à des besoins vitaux ou lutter contre les armées blanches. La systématisation de ces pratiques spontanées et parcellaires, qui constitue le programme des oppositions, se heurte à la fois aux nécessités de la valorisation du capital, et à l'indifférence des prolétaires. Ceux-ci n'investissent pas ce programme, ne le font pas leur pour lutter contre la politique de la majorité du parti, alors même qu'un tel programme entend donner pour de bon la primauté au travail et aux travailleurs.

Des lecteurs s'étonneront que l'on parle de **capital à valoriser** pour les usines de Petrograd en 1919. C'est pourtant de cela qu'il s'agissait (avec une rentabilité évidemment très faible) dès lors que perdurait le salariat: travail, matières premières, machines, etc. ont continué à être vendus et achetés, comme d'ailleurs les produits agricoles. Tout cela au milieu d'une pénurie et d'une désorganisation qui faussaient les coûts de production et rendaient souvent absurde le calcul de la valeur réalisée sur le marché, mais probablement guère plus qu'aujourd'hui dans une région industrielle d'Asie ou d'Afrique ravagée par la guerre civile. La direction bolchevik ne s'est jamais embarrassée d'illusions sur un "communisme de guerre" abolissant l'argent, et comprenait qu'il n'y avait qu'une façon de pousser au travail. Lénine n'a cessé de répéter que le capitalisme restait dominant en Russie, mais contrôlé, voulait-il croire, par un pouvoir politique prolétarien. Aussi en appelait-il à la fois à l'efficacité légendaire du capitalisme allemand (modèle d'un capitalisme d'Etat qui serait déjà, dit-il, un progrès) et aux vertus du taylorisme.

Un tel débat, en 1920-21, ne concerne plus les travailleurs. Le programme de l'Opposition Ouvrière, comme celui de la majorité, traite de la remise au travail des prolétaires dans une société dont ils ne maîtrisent plus l'évolution. Les prolétaires se détournent de polémiques dont la conclusion pratique porte sur les modalités de leur exploitation. Le débat n'oppose pas une possible socialisation du travail libéré de ses chaînes, et un travail contraint et forcé: il se réduit à un repartage du pouvoir au sein des couches dirigeantes.

La crise révolutionnaire russe montre que le travail, loin de pouvoir se libérer, est nécessairement imposé aux salariés et que, s'il persiste sous une forme ou une autre, la révolution a échoué. En 1917-21 déjà, le choix se résumait à l'abolition du salariat ou à la perpétuation de l'exploitation, sans solution médiane. La Russie connaîtra ensuite les charmes des stimulants matériels, du travailleur d'élite qui impose les cadences, et du "dimanche communiste". Mais ne renversons pas le cours de l'histoire: ce n'est pas pour avoir adhéré au mythe du travail libérateur que les prolétaires russes ont échoué, c'est leur échec qui a donné lieu à une formidable glorification du travail. D'ailleurs, qui adhérait au "dimanche communiste", exceptés les militants en quête d'une gratification symbolique ou matérielle ? Le stakhanovisme sera l'ultime argument de ce débat, et ne manquera pas de provoquer de violentes réactions ouvrières, jusqu'au meurtre des travailleurs d'élite. Alekseï Stakhanov finira plus amateur de vodka que de charbon.

1920: LE MOUVEMENT DES OCCUPATIONS EN ITALIE

Ces occupations mêlent une extrême violence à la modération apparente des revendications. L'immédiateté des objectifs semble même radicaliser le mouvement, les occupants refusant les mots d'ordre généraux sans contenu réel. On a beaucoup souligné ce qui ferait l'originalité d'un prolétaire ainsi dépeint par **l'Ordine Nuovo:** "Intelligent, humain, orgueilleux de sa dignité professionnelle, il reste la tête haute face au patron, respecté et respectueux. (..) Il est l'ouvrier socialiste, protagoniste d'une nouvelle humanité qui commence à partir de lui, ouvrier métallurgiste." Ce prolétaire ne rejette pas la modernisation. "Les ouvriers italiens, ni individuellement, ni syndicalement, ni activement, ni passivement, ne se sont jamais opposés aux innovations tendant à une diminution des coûts, à la

rationalisation du travail, à l'introduction d'automatismes plus parfaits, tout au contraire (..) Les ouvriers ont justement été les plus modernes." (Gramsci, **Notes sur Machiavel)** Nous serions en présence de prolétaires fiers de l'être et fiers de leur travail.

Lors de la conférence syndicale des métallurgistes (1er novembre 1919), Tasca, membre de la rédaction **d'Ordine Nuovo,** fait adopter cette motion: "Le commissaire doit étudier, avec l'aide de ses propres commissions de travail, le système bourgeois de production \et les processus de travail pour atteindre le maximum de capacités techniques nécessaires à la gestion de l'usine en régime communiste." Citons encore **Ordine Nuovo** en septembre 1920: "Les ouvriers veulent non pas manifester et détruire dans un accès de rage, mais prouver qu'ils peuvent se passer des patrons. Aujourd'hui c'est une classe ouvrière qui avance avec discipline, obéissant à son organisation. Demain, dans un système organiquement créé par elle, elle fera tout elle-même. (..) L'usine occupée doit fonctionner, s'approvisionner."

La réalité se révèle tout autre. Les travailleurs ne manifestent aucun désir d'augmenter la quantité et la qualité du travail. L'absence de production significative durant ce mouvement infirme la prégnance de l'idéologie exaltant le producteur fier de son labeur, et infirme la possibilité même d'un travail libéré et socialisé. A la conférence de la FIOM (mai 1920), Buozzi, secrétaire général, le reconnaît: "Tous savaient que les ouvriers interrompaient le travail sous les prétextes les plus futiles." Entre le désir exprimé par les militants de la CGIL et du PSI d'une réorganisation socialiste du travail, et la réticence devant le travail, les intéressés n'hésitent guère. En une semaine, du 21 au 28 août, les 15.000 ouvriers de FIAT-Centre diminuent la production de 6O%.

Si à la FIAT-Rome, une banderole reproduit la formule de Saint-Paul: "Qui ne travaille pas, ne mange pas", si d'autres à FIAT-Centre proclament "Le travail ennoblit", le conseil d'usine de FIAT-Brevetti prend l'initiative de forcer à la reprise d'un travail continuellement interrompu par des débrayages, les ouvriers pratiquant une sorte de grève dans la grève. Il institue une "prison ouvrière" pour les voleurs et les paresseux. Le conseil central de FIAT doit aussi, "à cause du nombre exubérant d'absences, menacer de licenciement tous les ouvriers manquant depuis plus de deux jours".

Selon une enquête menée en 1920 par un journaliste allemand, les conseils d'usine ne se préoccupent nullement de savoir comment fonctionne la production, ni de jouer un rôle actif dans la gestion: "Des conseils d'usine, il ne reste que les mauvais effets: discipline relâchée, diminution du rendement, obstacle à la production."

Les organisations ouvrières souhaitaient (différemment bien sûr selon qu'elles étaient réformistes ou révolutionnaires) que les entreprises fonctionnent, afin de prouver l'aptitude des travailleurs à gérer l'économie et la société. Mais l'on constate un décalage, voire un conflit entre ces positions et la pratique des salariés cherchant à échapper à "la mise en oeuvre impitoyable du travail" (point 8 du programme du KAPD). Une telle formule n'est pas anodine. Il est significatif qu'elle émane d'une organisation radicale dont le programme comporte la généralisation de la démocratie ouvrière dans tous les domaines, mais bute sur le travail et sa place dans la société socialiste. Le KAPD admet ainsi à la fois l'aliénation du travail, **et** la nécessité de s'y soumettre provisoirement pour développer les forces productives, base du socialisme. Cette contradiction appelle un commentaire.

LA GESTION OUVRIERE, UTOPIE DU TRAVAIL QUALIFIE

L'aspiration à ériger les travailleurs en classe dominante et à bâtir un monde **ouvrier** a connu son moment privilégié lors de la Belle Epoque du mouvement ouvrier, quand les IIème et IIIème Internationales n'étaient pas seulement de grands partis et syndicats, mais un mode de vie, une contre-société. Cette aspiration trouve alors ses expressions dans le "marxisme" comme dans "l'anarchisme" (en particulier le syndicalisme révolutionnaire). Elle coïncide avec l'apogée de la grande industrie.

"La mine aux mineurs, l'usine aux ouvriers, la terre à ceux qui la cultivent..." Cela n'a de sens que lorsque les intéressés peuvent s'identifier à ce qu'ils font, et produisent collectivement ce qu'ils sont. Bien que les cheminots ne fabriquent pas leurs locomotives, ils sont à même de dire légitimement: Les trains, c'est nous. Tel n'était pas le cas des artisans rassemblés dans la manufacture: ils pouvaient nourrir le rêve d'une industrialisation qui tournerait le dos à l'usine, et reviendrait au petit atelier et à une petite propriété indépendante libérée du poids de l'argent, par exemple grâce au crédit gratuit de Proudhon.

Au contraire, le travail organisé faisait la vie de l'OP qualifié de la grande usine et donnait lieu et forme à ses révoltes. Cet ouvrier, par son expérience au sein d'une équipe relativement autonome, se pensait logiquement capable de gérer solidairement l'usine, et sur son modèle la société entière, conçue comme une inter-entreprises devant être démocratiquement réunifiée contre l'anarchie bourgeoise. Les ouvriers **font** un travail que le patron se contente **d'organiser:** on pourrait donc se passer de lui. La démocratie ouvrière, voire industrielle, prolongeait une communauté, à la fois mythe et réalité, effective dans la réunion syndicale, la grève, le quartier populaire, le café (souvent tenu par un militant), un langage particulier, et le réseau dense d'institutions qui ont encadré la vie des travailleurs des lendemains de la Commune à ceux de la seconde guerre mondiale.

Tel ne sera plus le cas de l'OS industriel ou tertiaire. On ne peut se donner le projet de gérer un processus de travail décomposé, à l'intérieur de l'usine comme entre "sites" dispersés. Quand une voiture ou une brosse à dents réunit des composants venus de deux ou trois continents, aucun travailleur collectif ne serait à même d'en synthétiser la fabrication. La totalité s'éloigne. Le travail perd son unité vécue. Si les prolétaires "s'associent", ce n'est plus sur le terrain du contenu des tâches ou même de la globalité de la production qu'ils assurent. On ne souhaite (auto)gérer que ce que l'on maîtrise.

Les ouvriers de l'OST, aux EU dans les années 30, ne se forment pas en conseils. Le collectif de lutte n'est pas en même temps un collectif de gestion potentielle. Le comité de grève et d'occupation que se donnent les ouvriers n'est que la direction collective de **ce** mouvement, non l'organe qui aurait aussi pour fonction de représenter ou d'incarner le travail de l'usine pour **d'autres** tâches. L'aspiration gestionnaire n'a plus sa place dans l'entreprise taylorisée.

"Sans que l'on puisse aujourd'hui affirmer catégoriquement que l'organisation du type conseil est définitivement dépassée par l'évolution du capitalisme, on doit constater que ses résurgences (Allemagne de l'Est 1953, Pologne 1955 et 1971, Hongrie 1956, Tchécoslovaquie 1968) se sont toutes produites dans des pays de capitalisme d'Etat, c'est-à-dire des pays qui sont restés, pour l'essentiel, au stade de la grande industrie mécanisée." **Lutte de classe,** bulletin du GLAT, septembre-octobre 1974, "Les rapports sociaux communistes".

Le "monde ouvrier" de 1920 était une utopie de qualifiés. Pourtant, après 14-18, même là où en Europe le mouvement est allé le plus loin, c'est-à-dire en Allemagne, où une minorité significative de prolétaires s'est opposée au syndicat et à la démocratie parlementaire, et où des organisations comme le KAPD ont mis en avant un programme **ouvrier,** on ne constate quasiment aucune tentative de reprendre la production pour la gérer. Quelle qu'ait été l'idéologie, les travailleurs d'Essen ou de Berlin, pas plus que ceux de Turin, n'ont en pratique placé le travail au centre du fonctionnement de la société, fût-elle socialiste. Les usines sont plutôt des points forts où l'on se retranche pour résister, que les leviers d'une réorganisation sociale. Même en Italie, l'entreprise n'est pas un bastion à défendre envers et contre tout. Nombre d'ouvriers turinois occupent l'entreprise le jour, puis la quittent le soir pour y revenir le lendemain. (Nous retrouverons ce comportement lors de l'Automne chaud transalpin.) Il n'y avait là aucun signe d'un summum de radicalité. Ces prolétaires s'abstenaient autant de bouleverser le monde que de privilégier le travail, et se "contentaient" d'arracher au capital ce qui pouvait l'être. Ce refus sans phrase du travail témoignait seulement qu'ils ne restaient pas entièrement prisonniers des cadres dans lesquels on réussissait à les enfermer, et où eux-mêmes s'étaient enfermés.

JUIN 36

On a beaucoup glosé sur la transformation des usines en forteresses ouvrières repliées sur elles-mêmes. Mais force est de constater que ces occupations n'ont jamais eu pour objectif d'y faire redémarrer la production. Il s'agissait moins de "protéger l'outil de travail" (menacé par quel saboteur ?) que de l'utiliser pour faire pression sur le patron, et d'y organiser des fêtes mémorables. La dimension festive, voulue par les travailleurs, l'emporte largement sur une volonté supposée de prouver des capacités productives supérieures à celles des bourgeois. La gestion ouvrière des entreprises conquises ne préoccupe guère, encore moins l'organisation d'une auto-exploitation. Un lieu par essence pénible et aliénant se transforme en espace libéré, ne serait-ce que pour deux ou trois semaines. Ce n'est certainement pas une révolution, pas même un début, mais une transgression, le plaisir de se ménager une parenthèse tout en gagnant des réformes substantielles. Si le gréviste fait fièrement visiter l'usine à sa famille, les repas collectifs, les danses et les chants attestent sa joie de **ne pas** travailler. Comme aux Etats-Unis un peu plus tard, les occupations sont une réappropriation du présent, une prise de temps pour soi.

Mieux que Trotsky ("La Révolution française a commencé") ou Marceau Pivert ("Tout est possible"), les prolétaires, dans leur immense majorité, avaient perçu que la situation de 1936 n'était pas porteuse de bouleversement social, et ils n'étaient ni prêts ni décidés à ce qu'elle puisse le devenir. Ils ont arraché au capital ce qu'ils pouvaient en obtenir, notamment en matière de temps de travail: les 40 heures et les congés payés, conquêtes symboliques de la période. D'autre part, ils préservaient la possibilité de continuer à vendre leur force de travail au capital tel qu'il existait, non à un capitaliste collectif qu'auraient dirigé les organisations ouvrières. La CGT évoquait peu la possibilité d'une socialisation du et par le travail. L'objectif de Juin 36 était plus réduit et plus réaliste: pouvoir mieux vendre son travail, être moins considéré comme une chose animée. En témoigne la participation massive aux activités ludiques et culturelles de l'époque: théâtre populaire, auberges de jeunesse, etc.

Il est révélateur que la résistance au travail se soit poursuivie bien après la fin des occupations, dans un environnement social profondément dégradé. Le capital, y compris par le biais du gouvernement de Front Populaire, martèle sans cesse la nécessité d'une "pause" dans les revendications, et l'impératif de réarmer la France. Les prolétaires, mettant à profit le relâchement de la discipline de type militaire qui régnait en usine depuis la crise de 29, avaient pris au printemps 36 l'habitude d'arriver en retard, de partir en avance, de ne pas venir du tout, de ralentir les cadences et de désobéir aux ordres. Certains s'offraient le luxe d'entrer "bourrés" à l'atelier. Comme le dit un cadre de Renault: "Dans différents ateliers, les ouvriers ont modifié, de leur propre initiative, les heures de présence, se présentant une heure plus tôt ou une heure plus tard à leur travail et le quittant en conséquence." Le refus du travail prend aussi la forme du rejet du salaire aux pièces et des cadences qu'il impose. Chez Renault, débrayages et coulages se traduisent en 1938 par un rendement inférieur à celui de 1936. Dans l'aéronautique, objet pourtant de toutes les sollicitudes, le salaire aux pièces est vidé de sa substance et quasiment abandonné, "la fédération des Métaux CGT ayant contraint les ouvriers payés aux pièces à ne pas dépasser un plafond de salaire fixé", selon un responsable patronal. Cette tendance n'est pas propre aux grands groupes industriels, et touche l'ensemble des entreprises, grandes ou petites, telle la plomberie ou le bâtiment. C'est seulement au lendemain du 30 novembre 1938, après que le gouvernement ait fait intervenir massivement la police et l'armée pour briser la grève générale destinée à défendre les 40 heures, que la discipline fût restaurée et le temps de travail hebdomadaire fortement allongé, défense nationale oblige, entraînant une augmentation sensible de la productivité. Daladier put décréter: "C'en est fini de la semaine des 4 jeudis", et annoncer qu'il allait "remettre la France au travail".

1936: ESPAGNE

Outre les communautés paysannes, de multiples entreprises ont été collectivisées et remises en marche par les travailleurs: souvent parce que les patrons étaient partis, parfois pour en "punir" certains qui, restés sur place, sabotaient la production par hostilité au Front Populaire. Cette période (brève, car la défense de la République contre Franco apparaîtra vite comme prioritaire) fait naître des

expériences significatives, comme le refus du pourboire par les garçons de café, au motif qu'ils n'étaient pas des domestiques. D'autres tentatives cherchent à mettre fin à la circulation de l'argent et à instaurer des échanges non marchands entre les productions et entre les humains.

Un autre devenir balbutiait, portant en lui le dépassement du travail en tant qu'activité séparée. S'il s'agissait d'organiser le travail sans le capital, il s'agissait bien davantage d'organiser la vie sociale sans les classes dominantes. La pratique des prolétaires espagnols, à l'usine comme au champ, n'a jamais visé à développer les forces productives, mais à vivre libres. (**5**)

La gestion démocratique des entreprises se résuma à une gestion syndicale par les militants de la CNT et de l'UGT. Ce sont eux qui présentaient l'auto-administration de la production comme la marche au socialisme et, pour l'essentiel, les prolétaires ne se retrouvaient pas dans cette perspective.

Il est en effet symptomatique que la répugnance au travail, une constante de la vie ouvrière espagnole bien avant 1936, se soit poursuivie sous le Front Populaire. Une telle résistance contredit dans les faits le programme (anarcho-syndicaliste, notamment) appelant les ouvriers à s'impliquer dans le fonctionnement de l'atelier et à contrôler non seulement le lieu de travail mais le travail lui-même. Les prolétaires manifestent un intérêt très relatif à participer à des assemblées d'usine ayant pour objet de discuter de la production et de son organisation. Certaines entreprises doivent modifier le jour de réunion, et le fixer le jeudi, non plus le dimanche, personne ne voulant y assister un jour férié. Comme d'habitude, la résistance au travail fait flèche de tout bois. En plus des conflits déclarés, les travailleurs refusent le salaire aux pièces, ralentissent les cadences, ne respectent pas les horaires, ou fuient l'atelier. Quand le gouvernement supprime le salaire à la tâche, il en résulte une baisse de la productivité. En février 37, le syndicat CNT des métallos déplore que trop d'ouvriers abusent des accidents du travail. En novembre, un certain nombre de cheminots refusent de venir le samedi après-midi.

Les responsables syndicaux (un pied dans l'atelier, l'autre au gouvernement) ripostent en réintroduisant le salaire aux pièces et un contrôle tatillon des horaires, afin de contrer l'absentéisme et les vols. On va jusqu'à interdire de chanter pendant les heures de travail. Un déplacement non autorisé par la maîtrise est passible d'une mise à pied avec retenue de 3 à 8 jours de salaire. Pour en finir avec "l'immoralité" impropre à un travail optimum, la CNT propose de fermer dès 22 heures les bars, salles de concert et bals populaires. On envisage de remettre les prostituées dans le droit chemin par la thérapie éprouvée du travail. On fait appel à l'amour du travail bien fait, à la discipline librement consentie. On stigmatise les fainéants, victimes d'influences bourgeoises pernicieuses, on va jusqu'à les traiter de saboteurs *et* de fascistes. En janvier 38, **Solidaridad Obrera,** quotidien CNTiste, publie un article, "Nous imposons une stricte discipline sur le lieu de travail", repris plusieurs fois par la presse de la CNT et de l'UGT: "Certains, malheureusement, se sont mépris sur le sens de la lutte héroïque que mène le prolétariat espagnol. (..) ce ne sont ni des bourgeois, ni des officiers, ni des curés, mais des ouvriers, d'authentiques ouvriers, des prolétaires habitués à souffrir de la répression brutale du capitalisme. (..) Leur indiscipline sur le lieu de travail a empêché le fonctionnement normal de la production. (..) Avant, quand le bourgeois payait, il était logique de faire du tort à ses intérêts, de saboter la production et de travailler le moins possible. (..) Mais aujourd'hui, c'est tout à fait différent. (..) La classe ouvrière commence à construire une industrie qui servira de base à la société communiste."

A l'exception des libertaires et du POUM, les organisations politiques ou syndicales porteuses de l'idéologie du travail-roi furent aussi celles qui mirent tout en oeuvre pour la faire échouer en pratique, et pour que le travail ne puisse être autre chose que du travail. Dès 1937, le débat était clos, et la contradiction bientôt tranchée par la force.

1945: EN FRANCE

La fin de la seconde guerre mondiale, dès 1944, voit en France un mouvement de remise en marche des entreprises par leurs propriétaires sous contrôle syndical, parfois à l'initiative exclusive

des syndicats comme chez Berliet. Dans tout le pays, ce sont plusieurs centaines d'usine que prennent en main des comités ouvriers. Ils accaparent l'ensemble des tâches de direction, de l'organisation des paies au plan de redémarrage de la production avec l'aide des techniciens, organisent la cantine et les oeuvres sociales, et exigent le contrôle des embauches et des licenciements. Citons A.Garin, responsable de la CGT, en 1944: "Les ouvriers sont des hommes, ils veulent savoir pour qui ils travaillent. (..) Faire en sorte que l'ouvrier se sente chez lui à l'usine (..) l'associer par les syndicats à la gestion de l'économie, telles sont les réalisations qui commandent la résurrection industrielle de la France." Le PCF proclame que les travailleurs doivent d'abord retrousser leurs manches avant de revendiquer, car leur mission est de reconstruire la nation, notamment pour faire obstacle aux revanchards allemands.

Mais à travers les affirmations autogestionnaires d'un autre rapport social et humain dans l'entreprise, le fonctionnement capitaliste ne tarde pas à réapparaître dans sa banale réalité. Nous ne donnerons qu'un exemple, celui du mineur. Beaucoup a été écrit sur sa fierté et son enthousiasme à extraire du charbon. Tout le monde a en tête ces images de Thorez devant des milliers de mineurs encharbonnés, en tenue de travail, les exhortant à accomplir leur devoir sacré: produire et produire encore. De cette époque date aussi le Statut du mineur, dont chacun alors vante les mérites. Or, s'il accorde bon nombre d'avantages, comme la gratuité des soins et du chauffage, ce statut enferme dans un corporatisme infantilisant par l'omniprésence d'un encadrement paternaliste. Il soumet aux diktats de la direction: l'avis du médecin des Houillères prévaut sur tout autre diagnostic, et beaucoup de silicoses seront cataloguées comme maladies asthmatiques. En outre, la protection du mineur a ses limites, et le statut néglige des mesures élémentaires de sécurité (les chaussures spéciales ne deviendront obligatoires qu'en 1952, et aux frais du salarié).

S'il ne sert à rien de nier la fierté du mineur, il importe d'en situer la portée et les limites. Tout groupe social entretient une image de lui-même et se sent fier de ce qu'il fait et pour ce qu'il croit être. L'auto-valorisation du milieu de la mine était fortement conditionnée. La CGT contrôlait le travail et la vie sociale dans les Houillères. Dans le bassin de Lorraine, direction et syndicat avaient maintenu la hiérarchie héritée de l'Occupation, au temps où la Moselle était rattachée au Reich. Il ne faisait pas bon être traité de saboteur ou de fainéant, encore moins de suppôt de l'hitlérisme. Le porion décidait seul de la quantité de charbon à extraire, et le salaire à la tâche, chichement calculé, était en vigueur. On a créé des enthousiasmes spontanés pour moins que ça. En conséquence, la fierté portait plus sur la communauté du travail (les fêtes, la solidarité, etc.) que sur son contenu, et bien peu sur son but (produire pour la France). Dans les années trente, le journal d'un mineur radical comme C.Malva n'évoque jamais la grandeur ni la beauté de son métier. Pour lui, le travail n'était que du travail et rien d'autre.

Pratiques et discours productivistes avaient également pour fonction de combler un vide. Cette période baigne dans l'unanimisme national. Tout le monde, y compris le petit peuple laborieux, se proclamait patriote et accusait la bourgeoisie dans son ensemble du pire des crimes, celui d'avoir collaboré. De surcroît, le charbon constituait la première source d'énergie, précieuse dans une industrie délabrée. L'idéologie de la reconstruction peut alors donner toute sa mesure. Ajoutons une cause directement politique à cette quasi fusion entre patriotisme et productivisme: elle aide à oublier le soutien du PCF au pacte germano-soviétique, sa dénonciation en 39-41 de la guerre comme conflit "impérialiste" où les prolétaires n'avaient que faire, et son engagement tardif dans la Résistance.

Non seulement il fallait reconstruire et remettre au travail en intégrant les prolétaires à la communauté nationale, mais aussi punir les patrons par trop collaborationnistes en les écartant ou les expropriant. Ainsi s'explique la nationalisation de Renault.

La stigmatisation du patronat imposait d'autant mieux des discours et pratiques d'allure autogestionnaire que le PC ne prétendait pas réellement au pouvoir. Car, là où il le prenait, en Europe de l'Est par exemple, il ne s'encombrait guère de tels slogans. D'ailleurs, le stalinien moyen était certainement convaincu que les pays socialistes faisaient le maximum pour le bonheur des masses, non que les ouvriers y dirigeaient les usines: "Tout pour le peuple, rien par le peuple".

Tout dans cette histoire relève d'un théâtre d'ombres. Pas plus que le patronat, partis ouvriers et syndicats n'ont voulu promouvoir le travail, ni développer une démocratie salariale (même de façade)

dans l'entreprise. Contre l'effervescence sociale des années 20, contre le refus latent du travail des années 30, il s'agissait avant tout d'enchaîner les prolétaires à la reconstruction. Ceux-ci, préoccupés de leur survie, ne se sont ni reconnus ni investis dans le projet d'un "règne du travail". Les grèves de 47-48 en apporteront l'éclatante démonstration, quoi que nous puissions penser de leur portée: elles prouvent la capacité du PCF (et de son homologue italien) à reprendre et à canaliser le potentiel de lutte qu'il avait comprimé depuis la fin de la guerre.

1945: EN ITALIE

Dès 1942, l'Italie est secouée par une série de grèves contre les restrictions de toute sorte imposées par la guerre. La vague culmine dans l'insurrection du 25 avril 1943 où, après cinq jours de combat, les Allemands sont chassés de Turin. Une union sacrée des partis et syndicats se met en place, largement dominée par les staliniens (à FIAT-Mirafiori, sur 17.000 ouvriers, 7.000 sont inscrits au PCI), et, afin de rallier "les fascistes honnêtes", s'oppose à l'épuration (réclamée par les ouvriers) des collaborateurs du fascisme et autres grands et petits chefs. "Le personnel du groupe FIAT se range, compact, sur le front de la reconstruction", et "l'initiative privée doit avoir un très large champ d'action", déclare le PCI en août 1945. Un mois plus tard, la FIOM-CGIL promet que "les masses laborieuses sont prêtes à accepter d'autres sacrifices (réduction d'horaires ou de salaires, mutation, licenciement de ceux qui auraient d'autres sources de revenu, mise au chômage partiel) pour que l'Italie renaisse. (..) Il faut développer la production, augmenter le travail, ce qui constitue le seul chemin du salut."

En décembre, les Comités de Libération Nationale se transforment en Comités de Gestion des Entreprises, ou plus exactement investissent ces organismes issus du corporatisme mussolinien. Le CDG a pour principal rôle de favoriser la reprise du travail et de rétablir la hiérarchie. Il va s'évertuer à développer les méthodes tayloriennes, mâtinées d'une forte dose de stakhanovisme, avec brigades de jeunes et groupes de volontaires pour la reconstruction, stimulants matériels, et jusqu'à des primes "de propreté et de bonne conduite des machines". L'objectif est de susciter "la fièvre dans le travail, l'enthousiasme des masses laborieuses dans l'effort productif".

Qu'en est-il en réalité ? La lutte pour l'amélioration des conditions de travail reste vigoureuse, et les prolétaires manquent d'enthousiasme pour reconstruire le pays. Un responsable de CDG le reconnaît: "Le parti a dû exercer une longue action de persuasion parce que dans l'usine, l'après-midi, on dormait." Selon un délégué syndical de Mirafiori: "Les ouvriers, quand nous avons commencé à travailler et à faire comprendre que pour être un bon camarade, il faut produire et faire son devoir, ils nous ont traités de fascistes.(..) La liberté, ils l'ont interprétée comme ne plus rien faire. Le matin, ils entraient à 8 h 30 puis prenaient leur petit déjeuner." Un ancien partisan, travaillant à Mirafiori, raconte: "Il y avait une liberté mal interprétée. Les ouvriers ne savaient pas user de la liberté (..) Ils restaient allongés dans les WC. (..) Les masses n'étaient pas celles qu'on aurait pu manœuvrer pour une société socialiste. (..) Ils faisaient la grève pour aller jouer aux boules. (..) Nous, nous étions plus sérieux." Les ouvriers persistent à s'opposer à tout ce qui peut ressembler à un contrôle des temps, à la réintroduction des stimulants matériels. Sur les murs des usines, des inscriptions sauvages du type "Jamais plus de chronomètre", et "les ouvriers ne veulent plus être la carcasse du temps" réfutaient par la pratique les citations pro-tayloristes de Lénine dont les staliniens faisaient le plus grand usage.

Si les CDG ont montré un semblant d'efficacité dans la restauration de la discipline et de la hiérarchie, ils ont échoué à redresser la productivité: en 1946, elle n'aura augmenté que de 10%, ce qui est fort peu quand on sait son très faible niveau à la fin de la guerre. Ils ont surtout échoué à créer une nouvelle figure de prolétaire, celui qui gère son auto-exploitation: les CDG composés des seuls ouvriers n'ont jamais réussi à fonctionner. Les prolétaires préféraient accorder leur confiance à leurs délégués directs, les commissaires d'atelier, qui poussaient plus à la grève qu'à la production. Cette agitation multiforme prendra fin en 1948 après un dernier sursaut contre l'aggravation de la répression patronale et la dégradation des conditions de vie. Dès le 29 avril 1947, un blocage partiel des salaires est imposé, et sera maintenu jusqu'en 1954. Pendant quinze ans, les ouvriers de FIAT subiront une exploitation sans frein, quasiment privés de défense syndicale. En d'autres termes, en 1944-47, si les prolétaires ont été vaincus, ce n'est pas parce qu'ils auraient tenté d'instaurer une domination du

travail sur le capital tout en restant dans le capitalisme, mais plus classiquement parce qu'ils ont été brisés par la bourgeoisie -- appuyée sur les bureaucraties syndicales et politiques.

68: FRANCE ET AILLEURS

Le sentiment de fête qui présidait aux occupations de Juin 36 est cette fois absent à l'intérieur du lieu de travail en France, mais largement présent en Italie. Globalement, il se déplace de l'usine à la rue, signe que le terrain et la revendication s'élargissent à l'ensemble de la vie quotidienne. En France, souvent les travailleurs les plus radicaux désertent l'entreprise, renonçant à y défendre un point de vue et une attitude minoritaires, mais aussi parce que pour eux l'essentiel se déroule ailleurs. Il n'y a pas de coupure tranchée entre "les ouvriers" et "les étudiants". De nombreux ouvriers, jeunes en général, font l'aller-retour entre l'usine et des lieux de discussion et parfois d'action où ils se mêlent à de non-étudiants. D'autre part, durant l'Automne Chaud italien, beaucoup de travailleurs se contentent d'occuper l'entreprise le jour pour en partir le soir et y revenir le lendemain matin, même s'ils se sont violemment affronté à la police pour parvenir à l'occuper. (Un tel comportement a déjà été observé dans les occupations de 1920.) La réaction passive (absentéisme) devient active (sabotage collectif, meeting permanent, fête sauvage dans l'atelier).

L'après-Mai enfantera une figure qui se voulait exemplaire, celle de LIP, somme toute marginale, car ses modalités ("on fabrique, on vend, on se paye") ont été pour l'essentiel le moyen de pouvoir continuer à percevoir un salaire, de faire échec au chômage. Les salariés de LIP n'auront pratiqué qu'une autogestion de la distribution, et plus vendu que fabriqué des montres. Des tentatives similaires suivront, dans la métallurgie notamment, avec remise en marche très partielle de la production et vente limitée de stocks: c'était plus un moyen de pression contre la fermeture de l'usine, qu'un programme pour l'avenir. Quoi qu'aient pu théoriser des gauchistes, ces embryons autogestionnaires ne s'appuyaient sur rien de tangible, rien en tout cas qui soit capable de mobiliser les travailleurs. Ces pratiques apparaissent au croisement d'une critique du travail alors endémique, parfois virulente, mais qui explose dans le vide faute d'être autre chose, et d'un début de restructuration du capital qui commence à se débarrasser du travail excédentaire.

1974: PORTUGAL

La "Révolution des Oeillets" déclenche une vague d'occupation des entreprises ainsi que de pratiques qui se veulent autogestionnaires. Le mouvement se développe surtout dans des industries "pauvres", de technologie simple, employant une main d'œuvre peu qualifiée: le textile, la confection, l'industrie du meuble ou l'agro-alimentaire, principalement dans de petites et moyennes entreprises.

En général, ces occupations répondaient à une déclaration de faillite, réelle ou fictive, à la fermeture de l'entreprise par son propriétaire. Parfois elles visaient à expulser un patron visiblement attaché au régime salazariste. Un des enjeux était de contrer le sabotage économique des adversaires de la Révolution des Oeillets. C'était aussi un moyen d'imposer des revendications et la réintégration de travailleurs radicaux mis à la porte, de faire appliquer dans l'entreprise les décisions gouvernementales en matière de salaire et de conditions de travail, et de combattre des plans de licenciement.

Cet élan social n'a jamais remis en cause la circulation de l'argent, ni l'existence et le rôle de l'Etat. Au contraire, les salariés se tournaient vers lui pour obtenir les capitaux indispensables, souvent refusés par les ministères ou les organismes sous contrôle stalinien, qui les réservaient fort logiquement à leur clientèle. Ils s'adressaient aussi à l'Etat pour imposer des échanges entre les entreprises autogérées et celles qui ne l'étaient pas. Des salaires ont continué d'être versés, même si souvent l'on a vu un resserrement de leur éventail, et parfois un salaire égal pour tous.

Le fonctionnement hiérarchique était fréquemment démocratisé, avec large participation de la base aux décisions. Pour autant, le mouvement n'a pas dépassé le stade d'un contrôle ouvrier sur la production, l'embauche et le licenciement. Il ne fut qu'un LIP généralisé à l'échelle d'un pays capitaliste relativement pauvre. Une telle expérience résumait les impasses de la période, rejouant tous les vieux rôles: populisme, léninisme, stalinisme, autogestion...

CRITIQUE DU TRAVAIL / CRITIQUE DU CAPITAL

Ces brefs rappels historiques permettent de douter que l'identification du prolétaire au producteur (indéniable, et si bien reprise par Mussolini au syndicalisme révolutionnaire) soit la cause décisive de nos défaites. Quand les ouvriers ont-ils réellement tenté la prise en charge du développement capitaliste ? Quand ont-ils disputé aux bourgeois propriétaires d'antan ou aux modernes managers la gestion des entreprises ? Sur ce point au moins, il n'y a pas coïncidence entre programmes politiques et pratiques prolétariennes. Ces dernières ne sont pas réductibles à l'affirmation du prolétariat et du travail. Dans plus d'un cas, vouloir remettre en marche l'entreprise n'est qu'un pis-aller, ou l'effort pour remplir un vide provoqué par la fuite des patrons et de l'encadrement. Défendre l'outil de travail, occuper les usines et les faire refonctionner n'est pas alors synonyme d'affirmation des travailleurs en tant que travailleurs. Ce n'est qu'un moyen de survivre, comme en d'autres circonstances le rachat par son personnel d'une entreprise en faillite. Un tel comportement se produit quand les prolétaires jugent ne pas pouvoir bouleverser le monde, sans lien direct avec le degré de développement du capital.

Si cet "être" du prolétariat dont parle Marx est autre chose qu'une métaphysique, son contenu est indépendant des formes prises par la domination capitaliste. La tension entre soumission au travail et critique du travail est à l'œuvre dès les origines. La réalisation du communisme dépend bien sûr du moment historique, mais ce qu'il a de plus profond est invariant en 1796 et en 2002. Sinon, on ne comprendrait pas que dès les années 1840 Marx ait défini le communisme comme abolition du salariat, du travail, des classes, de l'Etat. Comment expliquer la genèse du communisme théorique à cette époque, si tout était déterminé par un cours historique qui, faute d'avoir été "mûr" en 1845, n'aurait logiquement pu en permettre alors la naissance ?

Au XXème siècle, c'est **l'échec** du riche processus révolutionnaire postérieur à 14-18 qui donne sa pleine mesure au culte social-démocrate et stalinien des forces productives. Interpréter ensuite le processus comme cause du culte, c'est analyser une chose à partir de son contraire. Marx et Staline parlaient tous deux de dictature du prolétariat, mais Staline n'explique pas Marx. Dire que le programme du KPD en 1930 (ou du SPD en 1945) serait "la vérité" de celui du KAPD en 1920, revient à renverser l'histoire.

Une fois l'échec révolutionnaire acquis, le travail, aux Etats-Unis comme en URSS, ne pouvait être, et n'a été que contraint et forcé, non pas en faisant mine d'ériger la classe ouvrière en classe dominante, mais selon les méthodes capitalistes classiques. Les organisations de la contre-révolution se sont imposées en régressant sur leur programme antérieur: elles qui affirmaient l'idéologie des ouvriers se valorisant en valorisant le travail n'ont pu, une fois associées au pouvoir dans l'entreprise ou dans l'Etat, promouvoir l'économie qu'en recourant aux méthodes éprouvées qui font depuis des siècles la force de la bourgeoisie.

Quoi qu'ils aient pu en penser ou dire, les prolétaires, dans les crises sociales aiguës, n'ont pas cherché à s'affirmer en affirmant le travail. Depuis les origines de la lutte de classes, ils n'ont cessé de se battre pour d'importantes réductions du temps de travail, pour de substantielles augmentations de salaire, donc pour travailler moins en percevant davantage. On ne peut non plus oublier ce qui compose la vie quotidienne à l'atelier ou au bureau, ponctuée d'absentéisme, de vols de matériel, de coulage, de maladies simulées ou d'accidents du travail provoqués, voire de sabotages, sans parler des agressions dont est victime la maîtrise. Un tel comportement ne tend à diminuer qu'en période de montée du chômage. Et si les grèves "intelligentes" (par exemple, continuer de travailler sans faire payer les usagers) restent exceptionnelles, c'est un signe que la grève offre une belle occasion d'échapper au travail.

Loin de nous la tentation de résumer la réalité prolétarienne à une rébellion souterraine mais permanente. Le rôle contradictoire du salarié dans le processus productif crée en parallèle un comportement contradictoire par rapport au travail. Le prolétaire s'y investit, ne serait-ce que parce qu'il est impossible de subir le travail pendant des heures sans s'intéresser un minimum à ce que l'on fait, et parce que le travail permet d'exprimer ses savoirs et savoir-faire: sa dimension anthropologique a été suffisamment exposée ailleurs pour que nous y revenions ici.

En période de bouleversement social, soit les travailleurs marquent un profond désintérêt pour le travail, quand ils ne le fuient pas purement et simplement, soit le travail leur est ré-imposé par les gestionnaires du capital. Durant de telles périodes, les prolétaires amorcent une critique de leur condition, car refuser le travail, c'est déjà commencer à se nier comme prolétaire.

Il est vrai, par contre, qu'ils se sont jusqu'ici contentés de cette critique. Le problème se situe là.

Ce n'est pas la critique du travail qui a manqué, comme une dimension essentielle jusque-là négligée. Combien de prolétaires sont heureux de "produire" au prix de l'usure de leur vie ? Le travailleur n'ignore pas que le travail est son ennemi et, dans la mesure du possible, s'efforce chaque jour d'y échapper. Ce qu'il lui est difficile de concevoir (et plus encore de mettre en oeuvre), c'est qu'il puisse se passer à la fois et d'un même mouvement du travail ET du capital. Ne serait-ce pas la critique **du capital** qui a fait défaut ? On s'en prend volontiers au "règne de l'argent", on dénonce parallèlement le travail "aliénant": ce qui manque, c'est la critique de l'unité des deux, de la location de soi en échange d'un revenu, donc la critique du salariat.

L'échec du mouvement prolétarien jusqu'à ce jour est à chercher dans son activité même, non dans son formatage particulier par le capital à un moment historique particulier. Le formatage donne les conditions, il ne donne pas et ne donnera jamais les moyens de s'en servir. De toute façon, nous n'aurons de réponse véritable qu'une fois réussie la transformation du monde.

L'idéologie de l'émancipation du travail par le travail est plutôt remise en cause que renforcée en période révolutionnaire, dont ensuite le reflux s'avère favorable à l'émergence de pratiques autogestionnaires qui ne portent pas atteinte au pouvoir bourgeois, et que tôt ou tard celui-ci balaye.

L'idéal d'un capitalisme salarié, et la tentative de le mettre en oeuvre, ne sont pas un reliquat du passé dont une domination réelle du capital plus réelle encore viendrait enfin saper les bases. L'adhésion au travail n'est ni une représentation dont il faudrait s'émanciper (comme les situationnistes ont tendance à le croire), ni un moment historique jadis inévitable mais aujourd'hui révolu. Il ne s'agit avant tout ni d'une idéologie ni d'une phase historique particulière (bien que ces deux aspects jouent leur rôle). Le salariat n'est pas un phénomène imposé de l'extérieur, mais le rapport social qui structure la société moderne: l'adhésion (pratique et collective) au travail est inscrite dans la logique de cette relation.

CE QUE LE CAPITALISME APPORTE DE NOUVEAU

On a pu voir dans le capitalisme contemporain une production de valeur sans travail. (**5**) Ni la théorie (Marx dans les "Grundrisse" en particulier) ni l'observation des faits économiques ne justifient une telle analyse. Certes la valorisation dépend infiniment moins aujourd'hui de l'effort directement fourni par chacun que d'une mise en oeuvre collective. La contribution individuelle de chaque salarié productif devient plus difficile à isoler qu'en 1867. Pour autant, ce n'est pas un ensemble social indifférencié qui valorise le capital. L'assembleur, le livreur, le journaliste, l'informaticien n'ajoutent pas de la valeur à l'entreprise au même degré. Meilleurs marxistes que Toni Negri, les patrons l'ont compris, qui s'efforcent de repérer et mesurer le lieu et le moment productifs pour les rationaliser. Si l'activité manuelle n'est évidemment ni la seule ni la principale source de valeur, le travail reste essentiel dans nos sociétés.

N'oublions pas non plus qu'en France, par exemple, quoique la catégorie sociologiquement et statistiquement reconnue (qui emploie statisticiens et sociologues ?) des ouvriers soit dépassée par

celle des employés, et ne regroupe qu'un quart de la population active, ces ouvriers à 80% masculins épousent fréquemment des employées. 40% des enfants vivent dans une famille où l'un des deux parents est ouvrier. (Celui-ci, souvent "tertiarisé", ne travaille pas en usine, mais il est agent d'entretien, conducteur d'engin, routier, etc.) Ainsi définis, les ouvriers représentent le groupe social majoritaire. Ouvriers tertiarisés ou employés au travail réorganisé sur le mode ouvrier, les salariés d'exécution composent plus de la moitié de la population active d'un pays comme la France. Ce constat ne change rien à la validité ou à la vanité d'une perspective communiste: son seul mérite est de souligner que, justement, rien de fondamental n'a changé depuis 1867.

Le capitalisme est le premier système d'exploitation universel. Le surtravail n'est plus extorqué à un travailleur qui s'organise et donc contrôle sa production dans une large mesure, comme c'était le cas du paysan subordonné au despotisme dit asiatique, du serf pressuré par son seigneur et par le fisc, de l'artisan soumis au marchand... Ceux-ci n'étaient pas exploités **dans** leur travail: on leur enlevait **de l'extérieur** une partie du fruit de leur travail. La vente-achat de la force de travail implante l'exploitation, non plus à la marge de l'activité humaine, mais en son cœur. Pour la première fois, le monde est directement fait dans son ensemble par ceux qui donc peuvent le défaire.

Or, par là-même, parce que le salarié vend sa force de travail, il est **dans** le capital, il est **du** capital, à un degré incomparable avec la dépendance du paysan vis-à-vis de son maître. Parce qu'il vit (et résiste, et lutte) **à l'intérieur** du capitalisme, il en fait et partage l'essentiel, y compris la consommation et la démocratie. Parce que la vente de sa force de travail est pour lui une nécessité, son horizon, il ne peut mépriser ni rejeter son travail, ni réellement ni en idée, qu'en rejetant ce qui le fait exister comme salarié, c'est-à-dire le capital. En d'autres termes, s'il se veut plus qu'une simple résistance quotidienne, le refus du travail (forcément collectif) n'est possible qu'en période de crise sociale relativement intense. L'ouvrier "américain", symbole pour Marx de l'indifférence moderne au contenu du travail, ne saurait exister que comme tendance. Les OS n'ont pas vécu en rébellion constante dès la naissance du taylorisme.

LA CONTRADICTION N'EST PEUT-ETRE PAS OU L'ON PENSE

La contradiction du prolétaire est d'être porteur de la marchandise qui contient toutes les autres (et peut par conséquent tout transformer), tout en devant vendre cette marchandise et donc se valoriser lui-même en représentation.

Tout lecteur de Marx sait que celui-ci n'a jamais achevé ce qu'il considérait comme son grand oeuvre, et qu'il en a recommencé plusieurs fois le début. Pourquoi Marx s'attarde-t-il sur la marchandise, pourquoi part-il de la façon dont **se présente** le capitalisme, au lieu d'en donner d'emblée la définition ? S'il insiste d'abord sur la représentation et non sur la nature du capital, c'est qu'il estime que cette nature a à voir avec sa représentation, laquelle ne relève pas de la psychologie, mais du plus profond du rapport social en jeu.

L'auteur du **Capital** ne cesse de parler d'un mystère, d'un secret à percer. Mais lequel ? S'il s'agissait seulement de démontrer à l'ouvrier qu'il est exploité, à quoi bon ? Sans doute Marx tournait à sa façon autour d'une contradiction bien plus cruciale (pour le mouvement communiste) que le mécanisme de la plus-value: la force d'un système social qui mieux que tout autre repose sur ceux qu'il asservit, leur donne les armes pour le détruire, mais par là-même les associe à sa marche destructrice, et fait, au moins jusqu'à présent, des crises sociales le moyen de se régénérer. Le fossoyeur potentiel du système est aussi celui qui le nourrit.

Seul l'échange marchand fait apparaître les rapports entre hommes comme rapports entre choses. L'ouvrier du XIXème siècle avait tendance à n'apercevoir dans le capital que le capitaliste. Le salarié du XXIème ne voit souvent dans le capital que... du capital. Le fétichisme demeure, dépersonnalisé certes, mais il voile toujours la relation sociale produisant le capital. Même si l'on dénonce l'exploitation, on discerne mal l'économie: la domination de tous et tout par la production pour la valeur. Or, l'enjeu communiste n'est pas ce que le capitalisme cache et qu'au fond chaque prolétaire pressent: l'extraction de la plus-value. L'enjeu, c'est ce que le capitalisme impose chaque

jour dans les faits et dans les têtes: l'économie comme évidence massive, la nécessité d'échanger des biens marchands, d'acheter et vendre le travail si l'on veut éviter la pénurie, la misère, la dictature.

Il est vrai que le travail contemporain socialise mal quand il tend à devenir simple moyen de gagner sa vie: pour autant, cette socialisation ne s'évanouit pas. (L'émergence du réformisme radical a d'ailleurs à voir avec sa persistance.) Comme disait une licenciée de Moulinex en 2001: "Le plus dur va être de se retrouver seule." L'idéologie de la force de travail est l'idéologie nécessaire de la situation du prolétaire au sein du capital. Cette marchandise est la réalité première de millions, de milliards d'hommes et de femmes. Le prolétaire a beau ne pas se réduire à ce que fait de lui le capital, il n'en vit pas moins un besoin de reconnaissance et de valorisation sociale fondé sur son seul savoir-faire: le travail. Il y est même condamné, ne serait-ce que pour se vendre au mieux. Lors d'un entretien d'embauché, il est inconcevable qu'un salarié se dévalue socialement et humainement: bien au contraire, il en "rajoutera", même si ni lui ni le DRH ne sont dupes. D'ailleurs, se dévaluerait-il qu'il se soumettrait à l'idéologie courante qui rabaisse les compétences d'un simple exécutant. Par ailleurs, on ne peut répéter que le travail est source de toutes les richesses, sans qu'il en reste quelques traces chez les prolétaires, y compris les plus radicaux.

Inversement, la non-adhésion au travail ne suffit pas à garantir la possibilité de la révolution, encore moins son succès. Un prolétaire qui se considère lui-même comme "rien" ne remettra jamais rien en cause. L'OS de 1970 était persuadé d'effectuer un travail idiot, non pas d'être un travailleur idiot, et critiquait justement le vide d'une activité indigne de ce qu'il revendiquait d'être. Une vision intégralement négative du monde et de soi sera toujours synonyme de résignation ou de n'importe quoi. Le prolétaire ne commence à agir en révolutionnaire que lorsqu'il dépasse le négatif de sa condition dans ce qu'elle pourrait produire de positif. Ce n'est pas faute d'une critique du travail que les prolétaires n'ont pas "fait la révolution", mais parce qu'ils ne sont pas allés au-delà d'une critique négative du travail.

L'affirmation du travail n'a pas constitué la cause essentielle de la contre-révolution, seulement (ce qui est déjà beaucoup) une de ses expressions essentielles, surtout sur le plan idéologique. Les syndicats n'en ont été porteurs qu'au travers de leur fonction principale: le marchandage de la force de travail. Des organisations comme les **Knights of Labor** américains (fin XIXème) n'ont joué qu'un rôle marginal, puis dépéri avec la généralisation de la grande industrie.

Si la promotion du travail était aussi centrale qu'on le dit, le fordisme l'aurait reprise. Or, il n'a pas liquidé les luttes des OP en donnant plus de dignité à la vie de l'atelier, mais en cassant les métiers, en déqualifiant. L'application timide et contradictoire des belles théories sur la revalorisation du travail manuel et l'enrichissement des tâches n'a pour but que de briser l'autonomie de l'équipe dans l'atelier: puis ces réformes disparaissent parce qu'elles indiffèrent le personnel.

Les idées dominantes sont celles de la classe dominante. L'idéologie du travail, sous quelque forme qu'elle se présente, est l'idéologie capitaliste du travail. Il ne saurait en exister d'autre. Quand s'effrite le consensus, cette représentation s'écroule comme ses sœurs. Il serait paradoxal qu'une crise sociale de quelque ampleur, au lieu de l'ébranler, la développe plus encore.

LE DETERMINISME, FAUSSE ALTERNATIVE A L'ERRANCE THEORIQUE

La civilisation capitaliste n'est pas une voie à sens unique menant au communisme. De l'omniprésence du capital, on peut déduire la révolution enfin possible, voire nécessaire. On pourrait aussi en conclure à l'impossibilité d'une révolution communiste. Ce type de raisonnement, répétable à l'infini, sera encore utilisable dans un siècle si le capital perdure. Un modèle n'explique rien, si ce n'est lui-même, car hier comme demain autant de raisons militent pour la permanence du capitalisme que pour son dépassement. (Comme nous l'avons déjà signalé, seul le bouleversement advenu du vieux monde éclairera les échecs antérieurs.)

Il y a déterminisme dès que l'on cherche un seuil ultime, un point à partir duquel toute réforme devient non seulement intenable, mais sans objet. Ce seuil final de l'évolution ne laisserait de place

qu'à une révolution. Conclusion logique de ces présupposés: c'est le capital lui-même qui produit, et lui seul, sa propre disparition. Quoi qu'elle ait voulu ou tenté, l'activité radicale des prolétaires n'aurait pas eu jusqu'à présent pour sens de bouleverser le monde, mais de préparer le moment historique qui rende possible (ou plutôt nécessaire) la révolution. La lutte des classes n'aurait été jusqu'ici qu'une suite obligée d'étapes préparant la dernière étape.

Ainsi se trouverait justifié ce qu'on a appelé le "réformisme révolutionnaire" de Marx et d'Engels, consistant à pousser la bourgeoisie à développer le capitalisme pour créer les conditions du communisme (appui à la bourgeoisie nationale allemande, éloge de Lincoln, soutien à de multiples réformistes mais acharnement anti-anarchiste, etc.). Faut-il aussi donner raison à Lénine, nouveau "révolutionnaire bourgeois", contre Makhno, Gorter et Bordiga ? et juger que malgré lui Roosevelt oeuvrait mieux à l'émancipation humaine que Rosa Luxemburg ?

Dorénavant, par contre, toute ambiguïté serait levée. Nous vivrions la phase finale d'un travail de moins en moins possible, de plus en plus dépouillé de qualification, dénué de sens autre que de devoir gagner sa vie, interdisant de facto au salarié la moindre adhésion au capital, et par là tout projet de reconstruire le monde sur la base d'un capitalisme sans capitalistes. Ce seuil empêcherait définitivement toute affirmation des travailleurs en tant que travail dans le capital. (Cette vision fait d'ailleurs bon marché de pratiques comme celle d'Air Lib, où des salariés rachètent "leur" entreprise en faillite et aboutissent à s'auto-exploiter.)

L'idée sous-jacente à une telle démarche est de trouver dans l'évolution du capital une situation enfin pure, une sorte de garantie, un rapport entre classes mis à nu qui interdirait pour de bon aux prolétaires de s'égarer dans des chemins de traverse. D'où une relecture de l'histoire, afin de repérer dans le passé l'obstacle, l'écran, sous la forme d'un espace que les ouvriers auraient voulu venir occuper dans le capitalisme, mais qui heureusement n'existerait plus puisque le capitalisme est partout -- domination réelle oblige. Les raisons des échecs d'hier livreraient les raisons du succès de demain, et en quelque sorte l'inévitabilité d'une révolution communiste, l'obstacle étant désormais levé par l'achèvement de ce que l'on présente comme le cycle de vie du capital.

En somme, la crise révolutionnaire cesse d'être perçue comme rupture et dépassement des conditions sociales qui lui ont donné naissance. On n'y voit que la conclusion programmée d'un arc historique dont l'évolution naturelle porterait le communisme comme la nuée porte l'orage, selon la formule de Jaurès (qui, lui, soulignait seulement la récurrence des guerres sous le capitalisme).

Que penserions-nous de celui qui, sur la base bien sûr de longues analyses, décréterait la révolution totalement exclue de son vivant, et seulement envisageable, ou inévitable, dans une phase capitaliste ultérieure dont il dirait avoir démontré par A + B la nécessité historique ? Le déterministe, il est vrai, théorise plutôt l'impossibilité dans le passé et la nécessité dans son présent... Mais l'erreur de méthode est la même: croire en un point d'observation privilégié d'où l'on saisirait enfin la totalité du passé et de l'avenir.

Autant dire que l'on cherche les causes des échecs ailleurs que dans la pratique des prolétaires. Au lieu d'une force de travail dépassant sa condition et se hissant à la tâche historique de se libérer de ses chaînes et de libérer ainsi l'humanité, l'élément dynamique n'est plus l'activité même des prolétaires, mais le mouvement du capital. L'implication réciproque capital-travail se réduit à une relation de cause à effet, et les rapports sociaux entre les classes et entre les êtres humains sont figés car d'avance déterminés.

Il n'existe au contraire d'autres limites à la vie du capital que l'activité consciemment assumée des prolétaires. Aucune crise, si profonde soit-elle, n'en garantira le résultat. "L'émancipation du prolétariat par lui-même est l'écroulement du capitalisme." (Pannekoek, 1934) La révolution est déterminée (entre autres) par le développement capitaliste, mais ne résulte pas d'un stade ou d'un degré particulier de ce développement. Sinon, "l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes" devient une formule vide de sens.

"Avec la psychologie d'un syndiqué qui ne consent à chômer le 1er Mai qu'une fois assuré à l'avance d'un subside fixé avec précision, au cas où il serait renvoyé, on ne peut faire ni révolution, ni

grève générale. Mais justement, dans la tourmente de la période révolutionnaire, le prolétaire se transforme, de père de famille prudent qui exige un subside, en un "révolutionnaire romantique" pour qui même le bien suprême, la vie, à plus forte raison le bien-être matériel, n'a que peu de valeur en comparaison du but idéal de la lutte." R.Luxemburg, **Grève de masse, parti et syndicat,** 1907

Aucune réalité sociale ne garantira jamais ce changement de comportement. Enfin, à celui qui estime que 1848, 1917, 1968... devaient aboutir où ils ont abouti, on est en droit de demander que pour une fois il prévoie l'avenir. Quasiment personne, a fortiori aucun communiste, n'avait imaginé Mai 68. Le choc du mouvement, ses modalités, n'étaient pas inscrits dans le niveau alors atteint par le développement du capital. Ceux qui soutiennent que l'échec était inévitable l'ont "su" après coup. Le déterministe serait plus crédible s'il se révélait un prévisionniste fiable.

QUEL SEUIL "ULTIME" ?

La révolution n'est pas un problème, ni aucune théorie la solution de ce problème. (Deux siècles d'histoire du mouvement révolutionnaire moderne attestent que la théorie communiste n'anticipe pas sur les faits et gestes des prolétaires.)

L'histoire ne prouve aucun lien terme à terme de cause à effet entre un degré de développement capitaliste, et une pratique prolétarienne spécifique. Il est indémontrable qu'à un moment historique donné la contradiction essentielle d'un système historique se situerait sur le plan de la reproduction de ses classes fondamentales et donc de tout le système. L'erreur n'est pas dans la réponse mais dans la question. Chercher ce qui **forcerait** le prolétaire, dans sa confrontation avec le capital, à s'en prendre à sa propre constitution comme classe, équivaut à vouloir régler d'avance et par la théorie un problème qui ne le sera, s'il est un jour, que par la pratique. Nous ne pouvons même pas exclure la possibilité d'un nouveau projet de réorganisation sociale comparable à ceux suscités jadis par l'identité ouvrière. Certes, le cheminot de 2002 ne peut plus faire et espérer ce que faisait et espérait celui de 1950 (pas plus que celui de 1920 ne vivait et luttait comme ses camarades en 1870). Ce n'est pas suffisant pour en déduire qu'il n'aurait plus de choix qu'entre résignation ou révolution. Pour le passé, nous avons montré l'erreur d'analyse. Pour le présent, pour l'avenir, la critique capitaliste du capitalisme réserve des surprises, l'histoire en témoigne amplement.

Quand le prolétariat semble disparu de la scène, il est parfaitement logique de s'interroger sur sa réalité sociale et sa capacité à transformer le monde. Les années 60 avaient fait fleurir les discours sur l'embourgeoisement des ouvriers, et conduit certains à chercher ailleurs le sens et les voies d'un changement. Le tiers-mondisme s'explique pour partie ainsi. Nul ne sort indemne des périodes de contre-révolution, surtout lorsqu'elles s'éternisent sans ressembler aux précédentes. Il en résulte soit le renoncement à l'activité critique, soit le rejet du "sujet" révolutionnaire, voire son remplacement par d'autres solutions, soit encore une élaboration théorique ambitionnant d'expliquer les échecs passés **pour** garantir le succès futur. Dans tous les cas, on demande d'introuvables certitudes. Les faire exister sert seulement à se rassurer. Il nous semble plus simple et plus juste d'affirmer, sur la base de l'expérience historique, que le prolétariat est et reste le seul sujet d'une révolution (sinon personne d'autre ne tiendra ce rôle), que la révolution communiste est possible, non certaine, enfin que rien n'assure sa venue et son succès si ce n'est l'activité des prolétaires.

La contradiction fondamentale de notre société (prolétariat-capital) n'est potentiellement mortelle pour le capitalisme que si le travailleur s'oppose à son travail, et s'en prend non seulement au capitaliste, mais à ce que le capital fait de lui, donc à lui-même. Il ne sert à rien d'attendre une phase où, telle une machine usée, le capital serait mis dans l'impossibilité de fonctionner, par baisse drastique des profits, saturation des marchés, exclusion de la majorité des prolétaires du travail, reproduction devenant impossible de la structure de classes, etc.

Au risque de choquer, nous dirons que l'évolution du capital ne rapproche pas plus du communisme qu'elle n'en éloigne. Le problème n'a pas fondamentalement changé de nature entre hier et aujourd'hui: il n'a fait que se déplacer. Du point de vue communiste, rien n'est positif en soi dans l'itinéraire du capital, comme le montre le destin du classisme.

LE "CLASSISME" EN CRISE, MAIS...

Des révolutionnaires se sont réjouis de la mort du vieux mouvement ouvrier, de l'identité ouvrière et de l'apologie de la classe ouvrière en tant que classe du travail, parce qu'ils y ont vu l'élimination d'un obstacle majeur à la lutte pour le communisme, ce qu'étaient en effet ces institutions et cette idéologie. Mais qu'a réellement gagné la critique du monde à leur disparition ? Nous serions tentés de répondre: Rien, si ce n'est la progression d'idéologies et de pratiques encore plus molles. Délivrés de leur rôle et de leurs espoirs **ouvriers,** les salariés ne sont pas devenus pour autant des **prolétaires** radicaux. La crise de la classe ouvrière et du classisme n'a pas favorisé une subversion prolétarienne. Les vingt ou trente dernières années ont accouché de poussées néolibérale, néo-social-démocrate, néo-réac, néo-tout, dont l'émergence est allée de pair avec l'anéantissement symbolique de la classe ouvrière. Cette liquidation est un produit de la recomposition de classe organisée par le capital (chômage, prolétarisation de techniciens et de couches moyennes, désindustrialisation, tertiarisation, précarisation, etc.). Elle découle aussi du rejet par les salariés eux-mêmes des formes les plus rigides de l'ancienne identité ouvrière. Mais ce rejet reste avant tout négatif. Les prolétaires ont détruit la mainmise des partis et syndicats sur le monde du travail, mais ils en sont demeurés là. Le déclin bureaucratique (celui du PCF et de la CGT, par exemple) ne profite pas à une autonomie prolétarienne. Le dépérissement de l'ouvriérisme s'accompagne de la perte de points de vue permettant un regard d'ensemble sur cette société, en la jaugeant et en la jugeant **de l'extérieur** pour en penser et proposer une autre. Non que ces jugements soient inexistants, mais ils ne sortent pas du cercle de ceux qui les énoncent -- preuve supplémentaire de la contre-révolution où nous vivons. Que l'on compare aux réactions autrefois provoquées par l'IS.

Les communistes du XIXème siècle et du début du XXème partageaient le progressisme de leur temps, et croyaient à l'émancipation humaine par l'industrie et un travail réinventés. Nous serions naïfs d'espérer échapper à notre époque en épousant des modes inverses. En cinquante ans, l'apologie de l'effort et l'esprit de sacrifice ("Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front") ont autant vieilli que la foi en une abondance libératrice apportée par l'économie. Cette transformation est autant le fruit de la critique prolétarienne des années 60-70, que d'un approfondissement du capital, qui aujourd'hui contraint plus au travail en intégrant dans un ensemble qu'en imposant une discipline à l'ancienne. L'écran est devenu le petit chef de millions de salariés industriels ou tertiaires. Dans ses formes les plus avancées, le capital a déjà dépassé la hiérarchie autoritaire et le travail-punition. Que cela s'accompagne de l'extension des **sweatshops,** du travail non payé ou forcé, de formes nouvelles d'esclavage, n'empêche pas la dynamique globale de saper la sacralisation du travail. (En 1965, les OS n'étaient pas non plus la majorité des salariés.) Les propos surréalistes contre le travail, qui passaient pour une provocation d'artiste en 1930, ont perdu leur capacité de scandale. L'idéologie du travail-roi ne prévaut plus, sans qu'il en découle aucune clarification révolutionnaire.

Tout ne se vaut pas dans l'évolution capitaliste. La charge critique est totalement différente si ce sont les prolétaires qui combattent l'identité ouvrière et la valorisation du travail, ou si le capital en assure la dénonciation. Depuis trente ans, en même temps que l'identité ouvrière était détruite, s'effaçait aussi de l'imaginaire social la possibilité de changer le monde. Autrefois, le carcan bureaucratique et stalinien n'interdisait pas cette "utopie", le communisme était controversé, et une minorité débattait de son contenu. Si la classe ouvrière embarrassée par son identification au travail n'a pas fait la révolution, rien ne prouve encore que les prolétaires qui en sont débarrassés l'accompliront.

"NOUS NE SOMMES PAS DE CE MONDE" (Babeuf, 1795)

Nous avons du mal à partager l'optimisme, même raisonné, qui interprète la période actuelle comme totalement différente de celle des années 60-70 et de toutes les autres, et voit un capital dégradant systématiquement les conditions de travail et de vie des salariés, produisant une situation bientôt intolérable menant à une crise révolutionnaire. Les limites où s'étouffent les présents assauts prolétariens, de l'Algérie à l'Argentine, et la montée d'un réformisme radical en Europe et aux EU, témoignent plutôt que la réforme - et non la révolution - redevient un sujet de polémique. (7)

Dans leur hâte à célébrer le crépuscule de l'affirmation ouvrière, certains camarades ont oublié qu'elle pouvait être aussi affirmation et compréhension de l'antagonisme irréductible entre travail et capital. Les prolétaires avaient au moins saisi qu'ils étaient dans ce monde, mais que ce monde n'était pas le leur, et jamais ne pourrait l'être. Il ne s'agit pas de ressusciter un quelconque âge d'or, mais de comprendre que la disparition de cette fameuse identité est au moins autant due à la contre-révolution qu'à une critique radicale. Et de comprendre également que la révolution ne deviendra possible que lorsque les prolétaires agiront comme s'ils étaient **l'en dehors** de cette société, et se rattacheront à une dimension universelle, celle d'une société sans classe, d'une communauté humaine.

Se trouve ici posée l'exigence de la subjectivité sociale indispensable à toute critique réelle. Nous n'ignorons pas ce que le mot "subjectivité" soulève d'interrogations, et n'avons pas l'illusion d'inventer à notre tour le lieu et la formule magiques. En attendant d'y revenir, disons d'ores et déjà que reconnaître cette nécessité n'est pas la privilégier par rapport à des conditions objectives jugées négligeables. Il ne s'agit pas d'attendre (encore moins de susciter) une prise de conscience préalable à l'action. L'abolition par les prolétaires de leur condition est inséparable d'une lutte bien matérielle contre un capital incarné dans des groupes sociaux et des institutions. Les réalités objectives, notamment la succession de "systèmes de production" renvoyant à la lutte de classes (cette périodisation est présente dans Marx, si le mot n'y est pas), constituent le cadre obligé du mouvement communiste. Reste à voir ce que nous en faisons et ferons.

G.Dauvé, K.Nesic, juin 2002

Notes

(**1**) **Oeuvres,** Pléiade, t.IV, p.1174. A la même époque, Stirner aussi ébauche une critique du travail: **L'Unique et sa propriété,** La Table Ronde, 2000, pp.286-287.

(**2**) **Le Droit à la paresse** (1880) combine les deux aspects. P.Lafargue va contre son temps en affirmant que le travail dégrade, et déclare la "civilisation" industrielle inférieure aux modes de vie "primitifs": "Une étrange folie possède les classes ouvrières (..) Cette folie est l'amour du travail." Mais il ne propose pas de supprimer le travail en tant que travail, seulement de le réduire à 3 heures quotidiennes, grâce à la technique: "la machine est le rédempteur de l'humanité". La foi dans la machinisme remplace ici la critique du travail. Appuyer sur des boutons au lieu de peiner 10 heures par jour ne met pas fin à la **séparation** entre l'acte productif et le reste de la vie, séparation inconnue des sociétés dites primitives, imposée en Occident non sans mal comme norme et habitude depuis quelques siècles seulement, et qui définit le travail.
Avec le **Manifeste, Le Droit à la paresse** figurait autrefois parmi les classiques les plus diffusés en France par la social-démocratie.

(**3**) Le **Manifeste contre le travail** du groupe allemand Krisis (1999) en offre une excellente illustration. Traduction française aux Ed.Léo Scheer, 2002.

(**4**) Cette vision est surtout exprimée dans **Théorie Communiste,** BP 17, 84300 Les Vignères; R.Simon, **Fondements critiques d'une théorie de la révolution et Le Démocratisme radical,** Senonevero, 2001.
Voir aussi B.Asturian, **Le Travail et son dépassement,** Senonevero, 2001; et **Hic Salta,** n°l, 1998, ADES, BP 2318, Marseille Cedex 02.
La Parole au capital, 10/18.
Négation, n°l, 1972.
Nous n'abordons pas ici l'optique "autonome". Indiquons seulement que pour **Zerowork** par exemple (n°2, New York, 1977), le refus du travail était une notion unifiant l'ensemble des formes de la lutte de classes.
Ajoutons enfin que la théorisation de la critique du travail ne se cantonne pas aux pays dits riches: cf. A **Ballad Against Work,** 1997, Majdoor Library, Autopin Jhuggi, NIT, Faridabad 121001, Inde.

(**5**) Loin de l'Europe, un autre exemple va dans le même sens. En 1945, 3O.OOO mineurs tonkinois "(..) ont élu des conseils pour gérer eux-mêmes la production minière. Ils contrôlent les services publics du district, les chemins de fer, le télégraphe et appliquent le principe du salaire égal pour tous **à tous les échelons du travail manuel et intellectuel. Ils se sont même attaqué à l'analphabétisme en organisant des cours entre eux. Ainsi la vie s'est-elle organisée dans cette commune ouvrière, sans chef, sans flics." Ngo Van,** Au Pays de la cloche fêlée, **L'Insomniaque, 2000. (Du même auteur et chez le même éditeur, lire aussi le passionnant** Viêt-nam 1920-1945, **1995) Le Viêt-minh mettra vite un terme à l'expérience, encerclant militairement la région, arrêtant les responsables élus, etc. Que voulaient, que faisaient ces mineurs: promouvoir le travail, ou vivre "sans chef, sans flics" ?**

(**6**) **Notamment** Temps Critiques, **BP 2005, 34024 Montpellier Cedex 01, et les articles de cette revue réunis dans** La Valeur sans le travail, **L'Harmattan, 1995.**

(**7**) **Voir à ce sujet notre** Il va falloir attendre, **troploin, 2002.**

OUVRAGES ET ARTICLES UTILISES

Avant 1914:
Luttes ouvrières, **Ed.Floréal, 1977.**
La Parole ouvrière 1830-51, **10/18, 1976.**
La Première Internationale, **10/18, 1976.**

RUSSIE:
A.Kollontaï, L'Opposition Ouvrière, **Seuil, 1974.**
Manifeste du Groupe Ouvrier du P.C. russe **(1923),** Invariance, **série III, n°6, 1975.**
S.Smith, Red Petrograd, Révolution in the Factories 1917-18, **Cambridge UP, 1983.**
Le chapitre de N.Werth sur la Russie dans Le Livre Noir du Communisme, **pour les informations qu'il apporte. Sa faiblesse est de ne pas se demander comment un parti qui comptait 23.000 membres en février 1917 a pu s'imposer à 150 millions de personnes: le pouvoir bolchevik tirait sa force initiale d'une indéniable poussée populaire. La violence seule ne crée pas une société.**

ITALIE:
M.Burnier, Fiat: Conseils ouvriers et syndicats, **Ed.Ouvrières, 1980.**

JUIN 36:
M.Seidman, Workers Against Work during thé Popular Front, **UCLA** Press, 1993, et **Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail, Paris et Barcelone pendant le Front Populaire et la révolution espagnole,** Echanges et Mouvement, 2001. G.Bourde, **La Défaite du Front Populaire,** Maspéro, 1977. Danos et Gibelin **(Juin 36,** 1950, réédité chez Maspéro) cite L.Blum: "Les ouvriers occupent l'usine, mais il est vrai que l'usine occupait les ouvriers. Les ouvriers étaient là et pas ailleurs. Ils n'étaient pas dans la rue."

1945, FRANCE:
Prendrons-nous les usines ?, Spartacus.
C.Malva, **Ma nuit au jour le jour,** republié chez Maspéro, et récemment par Labor, Espace Nord, Bruxelles.

PORTUGAL :
Mouvements de gestion directe au Portugal, Autogestion et Socialisme, 1976.
Ph.Mailer, **Portugal. The Impossible Révolution,** Solidarity, Londres, 1977. Ouvrage très riche.

CRITIQUE DU TRAVAIL/CRITIQUE DU CAPITAL:
Sur Babeuf, outre les études de M.Dommanget et Ph.Riviale **(La Conjuration,** L'Harmattan,1994), citons "Babeuf et la naissance du communisme ouvrier", **Socialisme ou Barbarie,** n°2, 1949. Cet article de Jean Léger passait à S.ou B. pour dangereusement "bordiguiste". Sans doute parce que J.Léger n'y voit pas l'expérience prolétarienne comme résultant d'une succession d'apprentissages, mais d'une nature profonde liée à ce qu'a de fondamental la condition du prolétaire.
Le communisme babouviste est primaire, sans aucun doute. Mais quel sera le regard jeté dans 50 ou 100 ans sur **notre** vision du communisme à l'aube du XXIème siècle ? Sur ce que nous nommons faute de mieux la dimension anthropologique du travail (rappelons que l'anthropologie, science "bourgeoise" comme l'économie, est un savoir réducteur), voir "Sous le travail, l'activité", **La Banquise,** n*4, 1986, et le livre de B.Asturian cité en note 4.

CE QUE LE CAPITALISME APPORTE DE NOUVEAU:
Marx, "Grundrisse", **Oeuvres,** Pléiade, t.II, pp.173-359. Sur la vie ouvrière aujourd'hui, J.-P. Levaray, **Putain d'usine,** L'Insomniaque, 2002.

LA CONTRADICTION...

Avant Marx, la théorie de la plus-value avait été entrevue de divers côtés. Par exemple, dans une lettre de Flora Tristan en 1843, citée dans **La Parole Ouvrière.**

LE DETERMINISME...

Biographies de Marx par F.Mehring, Ed. Messidor, et (en anglais) par F.Wheen, Fourth Estate, Londres, 2000.
Le progressisme de Marx est incontestable et contradictoire.
Il élabore bien un schéma linéaire: communauté primitive -esclavagisme - féodalisme - capitalisme - communisme, avec bifurcation par le "mode de production asiatique". Mais son intérêt profond et durable pour le **mir** et les sociétés dites primitives (cf. ses carnets de notes publiés en 1972) atteste qu'il croit possible pour certaines régions d'éviter l'étape capitaliste. Marx n'était pas le Saint-Simon du prolétariat. Voir "K.Marx and thé Iroquois", **Arsenal/Surrealist Subversion,** n.4, Black Swann Press, Chicago, 1989.
Sur domination formelle et réelle, cf. le "Vlème chapitre inédit" du Capital, **(Oeuvres,** II, pp.363-498) et les "Grundrisse".

LE CLASSISME EN CRISE, MAIS...

De nombreux artistes ont exprimé une horreur souvent fascinée (E.Verhaeren, **Villes tentaculaires,** 1895) devant le règne industriel. Mais les surréalistes figurent parmi les rares critiques du travail en tant que tel, comme le montre le choix de la couverture du n°4 de **La Révolution Surréaliste:** "Et guerre au travail" (juillet 1925). Cf. aussi le n°2 (janvier 1925): "C'est au sujet du travail que se manifestent les plus sots préjugés dont soit imbue la conscience moderne, au sens collectif du mot. Ainsi les ouvriers, excédés à bon droit du sort inférieur qui leur est fait, se fondent généralement pour affirmer leur droit de vivre sur le principe même de leur esclavage (..) Si paradoxal que cela puisse paraître, ils cultivent de façon quasi-religieuse l'idée du travail. Il n'est pas jusqu'à la dureté du travail qui ne confère à ceux qu'il courbe le plus le maximum d'autorité. Dans les confédérations, les voix qui l'emportent ne sont-elles pas aujourd'hui celles du Bâtiment, de la Terrasse, des Métaux ? Toutes proclament le caractère sacré du travail et tendent à l'exalter d'autant plus que ce travail est plus matériel." (Breton, "La dernière grève")
Aragon moque en 1926 un lyrisme productif qu'il acceptera quelques années plus tard sous sa forme stalinienne: "(..) voici venir le temps de la grande résignation humaine. Le travail-dieu trouve à son tour des prêtres. La paresse est punie de mort. Les madonnes d'aujourd'hui sont des motobatteuses. A l'horizon, dans les panaches laborieux des cités ouvrières, le miracle banni s'en va en fumée." (Le **Cahier noir)**
Voir aussi Cl.Guillon, **Economie de la misère,** La Digitale, 1999.
Au début du XXIème siècle, le travail, idole déchue, appelle une autre critique que celle du **Manifeste contre le travail** cité à la note 3.